

POSITIONNEMENT STRATEGIQUE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE A LA LUMIERE DE LA GUERRE EN UKRAINE

Analyse du communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères du 24 février 2023 : « *Position de la Chine concernant une résolution politique de la crise ukrainienne* »

Le 20 mars 2023

Pour Beijing, une gestion réussie du conflit russo-ukrainien constitue un enjeu majeur qui pourrait lui permettre de parvenir au **basculement géopolitique et économique** envisagé pour devenir plus rapidement la nouvelle « **nation indispensable** », son réel objectif stratégique.

C'est à cette aune qu'il faut, selon notre analyse (1), comprendre la portée de ses récentes déclarations officielles, qu'il ne **faut pas confondre avec sa position réelle**, ni avec un exercice creux de propagande.

S'il est manifeste que la Chine **souhaite jouer un rôle actif** dans la résolution politique de la guerre en Ukraine, les buts poursuivis traversent tout le spectre de **ses priorités stratégiques**.

Afin d'en souligner les fondements, nous proposons, **en annexe**, une traduction annotée et une mise en perspective (2) du communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères, daté du 24 février dernier, intitulé « **Position de la Chine concernant une résolution politique de la crise ukrainienne** ».

(1) Notre parti pris méthodologique a consisté à intégrer l'analyse pondérée des narratifs et de l'état de nos connaissances sur les stratégies, ressources et modus operandi déployés par la Chine.

(2) Nous avons recontextualisé le communiqué du 24 février en regard du discours de Wang Yi, prononcé le 18 février lors de la Conférence de sécurité de Munich, ainsi que de la Note Concept de la Global Security Initiative (GSI), rendue publique le 21 février.

Analyse

1. Le communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères **révèle le positionnement de Beijing**, davantage que sa position, sur un certain nombre de ses priorités stratégiques.
2. La Chine **prend appui sur l'instabilité** créée par la guerre russo-ukrainienne pour décliner son agenda de politique extérieure, mais aussi de politique intérieure sur les plans économique, industriel et sécuritaire.
3. La guerre en Ukraine **donne un nouvel élan aux propositions chinoises** de refonte de la gouvernance en matière de sécurité internationale, à l'échelle régionale et globale, et **en concurrence** avec l'action de l'ONU.
4. Ainsi, Beijing se positionne au **centre du jeu** dans les habits **du juge-arbitre** d'un futur ordre mondial, en contrehaut du droit et du système international actuel.
5. Sur le plan stratégique, Beijing vise à accélérer conjointement le **basculement des continents européen et asiatique** sous son influence politique et économique par le biais d'une architecture intégrée de sécurité et de développement (1).
6. Dans le même temps, Beijing **réunit les conditions** pour une future action de contestation en zone Asie-Pacifique, visant notamment un rapport de force plus favorable dans le détroit de Taiwan.
7. Sur le plan économique et industriel, la perspective pour Beijing d'un futur accord de suspension des hostilités, sous son patronage, participerait de la création d'un *momentum* facilitant de nouveaux **débouchés potentiels durables pour son économie** et ses entreprises, par le biais « d'initiatives » cadres alternatives.
8. En cela, ce **document en 12 points** affirme le rôle que la Chine s'apprête à vouloir jouer comme **conciliatrice**, voire comme médiatrice, dans le conflit russo-ukrainien et pose certains jalons pour des négociations à venir qui pourraient lui permettre d'atteindre, ou d'avancer sensiblement vers, une partie de ses objectifs stratégiques.

(1) Ce basculement a pour Beijing une portée plus globale. Par souci de clarté, nous limitons le champ géographique de notre analyse.

« Au sujet de la position de la Chine concernant une résolution politique de la crise ukrainienne »,

Communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères, le 24 février 2023.

POINT N°1 Respecter la souveraineté de chaque pays

• Le Texte

尊重各国主权。公认的国际法，包括联合国宪章宗旨和原则应该得到严格遵守，各国主权、独立和领土完整都应该得到切实保障。国家不分大小、强弱、贫富一律平等，各方要共同维护国际关系基本准则 捍卫国际公平正义。国际法应当得到平等统一适用，不应采取双重标准。

Respecter la souveraineté de chaque pays. Le droit international communément admis, dont les principes et buts généraux de la Charte des Nations Unies, doit être observé. La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être garanties. Tous les pays sont égaux, indépendamment de leur taille, de leur force ou leur faiblesse, de leur richesse ou de leur (niveau de) pauvreté, et toutes les parties doivent faire respecter les normes fondamentales des relations internationales, défendre l'équité et la justice internationales. Le droit international doit être appliqué de manière égale et uniforme, et aucun double standard ne doit être poursuivi.

• Le Contexte

Cet argumentaire renvoie au point 2.2 de la Note Concept (NC) sur l'Initiative Globale de Sécurité (Global Security Initiative-GSI) du 18 février dernier : « Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays doit être défendu (...). Le droit de choisir sa propre voie de développement et son propre système social doit être respecté. L'indépendance souveraine et l'égalité doivent être défendues, et l'égalité des droits, des règles et des chances pour tous les pays doit être promue ». Notons que le point précédent de la NC, le point 2.1, semble prévaloir sur celui-ci et les suivants, dont le respect du droit onusien.

Ce droit aux contours flous constituerait les fondements d'un « concept de sécurité durable et commune », énoncé par Xi Jinping en 2014.

Dans son allocution à Munich, Wang Yi, ex-ministre des Affaires étrangères et désormais diplomate en chef du régime, aborde la question de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, indiquant que « *la politique de puissance et les pratiques hégémoniques perturbent la paix du monde et sont devenues le facteur le plus destructeur de la paix internationale. L'ingérence injustifiée dans les affaires intérieures d'autres pays, quelles que soient les raisons inventées, est un mépris et une trahison des normes fondamentales des relations internationales. Violer le principe d'une seule Chine sur la question de Taïwan, créer "une Chine, un Taïwan" et "deux Chine", quel que soit son packaging, est une atteinte grave à l'intégrité territoriale de la Chine et une menace réelle pour la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan. Le principe de souveraineté est la pierre angulaire de l'ordre international contemporain, et tous les pays devraient s'y conformer et être cohérents dans leurs paroles et leurs actes, plutôt que de l'appliquer de manière sélective, et encore moins d'appliquer deux poids, deux mesures. La Chine freinera fermement les actes d'ingérence sécessionniste et défendra sa souveraineté et son intégrité territoriale* ».

Il ne fait aucune mention de la guerre sur le sol ukrainien.

- Le Sous-texte

Ce premier point du communiqué mentionne l'existence d'un droit international « communément admis » englobant mais pas limité au droit onusien dont les « normes » et la « justice » ne seraient pas son ressort exclusif. Le droit international serait donc fondé sur une pluralité d'autres principes dont ceux d'une « équité et d'une justice internationales » non définies et évitant « les doubles standards » imputables aux pays occidentaux, dont les Etats-Unis (1).

Ces argumentaires peuvent apparaître comme une triple contestation : remise en cause voilée du droit positif des traités porté par l'ONU, contestation de la domination des Etats-Unis comme nation cadre, dénonciation d'une justice internationale jugée partielle.

(1) Ambassadeur Geng Shuang, représentant permanent adjoint de la Chine près l'ONU, le 27/10/2022 : http://www.news.cn/world/2022-10/27/c_1129082506.htm

POINT N°2 Se défaire de la mentalité de la guerre froide

- Le Texte

摒弃冷战思维。一国的安全不能以损害他国安全为代价，地区安全不能以强化甚至扩张军事集团来保障。各国的合理安全利益和关切都应得到重视和妥善解决。复杂问题没有简单解决办法。应坚持共同、综合、合作、可持续的安全观，着眼世界长治久安，推动构建均衡、有效、可持续的欧洲安全架构，反对把本国安全建立在他国不安全的基础之上，防止形成阵营对抗，共同维护亚欧大陆和平稳定。

Se défaire de la mentalité de la guerre froide. La sécurité d'un pays ne peut être compromise au détriment de la sécurité d'un autre, et la sécurité régionale ne peut être garantie par le renforcement, voire l'expansion, de blocs militaires. Les intérêts et les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité doivent être pris au sérieux et traités comme il se doit. Il n'existe pas de solutions simples à des problèmes complexes. Nous devons adhérer au concept de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, nous concentrer sur la sécurité à long terme du monde, promouvoir la construction d'une architecture de sécurité européenne équilibrée, efficace et durable, nous opposer à fonder notre propre sécurité sur l'insécurité des autres, empêcher la formation d'une confrontation entre camps opposés et maintenir conjointement la paix et la stabilité du continent eurasiatique.

- Le Contexte

Il s'agit là d'une évolution significative par rapport à la position chinoise en 5 points, du 25 février 2022, au lendemain du déclenchement de l'invasion armée russe en Ukraine, qui prônait la création de mécanismes nouveaux et non de l'architecture elle-même qui sous-tend une remise en cause plus profonde des traités et institutions. La Chine y défendait dans son point 4 « le concept d'indivisibilité de la sécurité, afin de former en fin de compte un mécanisme de sécurité européenne équilibré, efficace et durable ».

Le 1er avril 2022, le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, faisait une mise à jour de la position officielle chinoise en Ukraine. Son « 5ème point », introduit la dimension globale de la guerre en Ukraine et son implication sur la situation en Asie-Pacifique : « nous voulons la consolidation de la paix et de la stabilité dans la région Asie-Pacifique. Nous poursuivrons fermement une diplomatie de voisinage fondée sur la sincérité, la bonne volonté et la tolérance, mais nous nous méfierons de l'utilisation par les États-Unis de la stratégie indopacifique pour introduire le fléau de la confrontation dans la région ; nous accélérerons la promotion de l'intégration et de la coopération régionales et nous y préserverons la dynamique de développement durement acquise ».

- Le Sous-texte

Abandonner la « mentalité de la guerre froide » fait partie du narratif dénonçant la « politisation » de questions internationales qui ne devraient pas être adressées publiquement.

Pour Beijing, cette insistance pour une dépolitisation des relations internationales est une tentative pour séparer le champ du développement économique avec celui de la gouvernance politique.

La naissance d'une politique industrielle européenne, encouragée par Washington, est un revers pour Pékin. Elle marque la fin d'une période de non intervention de l'UE dans l'économie et les règles de marché. Beijing redoute la constitution d'espaces économiques fragmentés, défavorables au schéma d'expansion internationale de ses entreprises.

Bien qu'elle s'en défende, Beijing reprend les termes de référence des alliances et traités des années 1945-1949, appelant à une « architecture » nouvelle de sécurité en Europe. La simple évocation d'une nouvelle architecture de sécurité européenne pourrait apparaître comme une provocation, sinon une preuve tangible d'immixtion de la Chine dans les affaires internes européennes.

Point n°3 Cesser le feu et mettre fin aux combats

停火止战。冲突战争没有赢家。各方应保持理性和克制，不拱火浇油，不激化矛盾，避免乌克兰危机进一步恶化甚至失控，支持俄乌相向而行，尽快恢复直接对话，逐步推动局势降级缓和，最终达成全面停火。

Cesser le feu et mettre fin aux combats. Les guerres et conflits n'ont pas de vainqueurs. Chaque partie doit rester rationnelle et dans la retenue, ne pas attiser les flammes, ne pas exacerber les antagonismes ; (il faut) éviter que cette crise ukrainienne ne se détériore ou ne devienne hors de contrôle, faire que la Russie et l'Ukraine marchent l'une vers l'autre, rétablissent un dialogue direct, appuient une désescalade et l'apaisement pour parvenir à un cessez le feu complet.

- Le Contexte

L'appel au cessez-le-feu reprend la position exprimée par l'ambassadeur Zhang Jun, le 5 avril 2022, au Conseil de sécurité de l'ONU : « *Chine souhaite vivement promouvoir la désescalade de la situation en Ukraine et un cessez-le-feu rapide pour mettre fin à la guerre* » (1)

Cette insistance pour une cessation des hostilités n'apparaît ni dans la NC sur la sécurité globale (GSI), ni dans le discours de Munich de Wang Yi.

(1) http://un.china-mission.gov.cn/hyyfy/202204/t20220406_10664824.htm

- Le Sous-texte

Zhang Jun ajoutait que : « *plus de 30 ans après la fin de la guerre froide, une telle tragédie géopolitique en Europe mérite une profonde réflexion. La souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées, et les petits et moyens pays ne doivent pas être poussés au premier plan de la confrontation entre les grandes puissances. Tous les pays ont le droit de déterminer leur politique étrangère de manière indépendante et autonome, et ne devraient pas être contraints de choisir un camp. La sécurité de tous les pays est indivisible et la sécurité d'un pays ne peut être compromise au détriment de celle des autres. Nous appelons les États-Unis, l'OTAN et l'UE à engager un dialogue global avec la Russie* ».

Point n°4 Initier des pourparlers de paix

- Le Texte

启动和谈。对话谈判是解决乌克兰危机的唯一可行出路。一切有利于和平解决危机的努力都应得到鼓励和支持。国际社会应坚持劝和促谈正确方向，帮助冲突各方尽快打开政治解决危机的大门，为重启谈判创造条件和提供平台。中方愿继续为此发挥建设性作用。

Initier des pourparlers de paix. Le dialogue et la négociation sont le seul moyen de résoudre la crise en Ukraine. Tous les efforts visant à une résolution pacifique de la crise doivent être encouragés et soutenus. La société internationale doit œuvrer pour la paix par le dialogue, aider les parties prenantes au conflit à s'ouvrir à une solution politique à la crise dès que possible, créer les conditions pour une relance des négociations et leur fournir une plate-forme. La Chine est prête à continuer à jouer un rôle constructif.

- Le Contexte

Ce 4^{ème} point et le 12^{ème} et dernier sont deux points du communiqué du 24 février qui se présentent comme une proposition d'une mission de bons offices, ou de conciliation, selon les propres termes de la diplomatie chinoise. .

Dans la Note Concept sur la GSI, « œuvrer pour la paix par le dialogue » débouche sur une possible conciliation ou médiation (斡旋调停) dont la suite du paragraphe laisse entendre que la levée des sanctions visant la Russie constituerait une des conditions ou préconditions de négociations en vue d'une cessation des hostilités.

- Le Sous-texte

L'expression « œuvrer pour la paix par le dialogue » offre un condensé de la posture principale de la communication politique de Beijing. Elle a été mise en avant dernièrement lors de la visite du Président biélorusse en Chine, les 1^{er} et 2 mars dernier, réitérant au passage l'offre d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe : « *La position centrale de la Chine est d'œuvrer pour la paix par le dialogue. Nous devons aller vers une solution politique, abandonner toute pensée de guerre froide, respecter les préoccupations raisonnables de tous les pays en matière de sécurité et construire une architecture de sécurité européenne équilibrée, efficace et durable (...)* Les pays concernés doivent cesser de politiser et d'instrumentaliser l'économie mondiale » (1)

(1) (www.gov.cn/xinwen/2023-03/01-content_5743983.htm).

L'approfondissement du partenariat économique sino-biélorusse pourrait annoncer un renforcement de même nature des relations avec la Russie. La Biélorussie présente les caractéristiques des « petits pays » auxquels Beijing s'adresse dans toutes ces prises de position concernant l'Ukraine, mettant en avant les avantages à retirer d'une paix négociée sous parapluie diplomatique, sécuritaire et économique chinois. La Biélorussie est aussi, depuis 2015 pays observateur de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

Point n°5 Résoudre la crise humanitaire

- Le Texte

解决人道危机。一切有利于缓解人道危机的举措都应得到鼓励和支持。人道主义行动必须遵守中立、公正原则，防止将人道问题政治化。切实保护平民安全，为平民撤离交战区建立人道主义走廊。加大对相关地区的人道主义援助，改善人道主义状况，提供快速、安全、无障碍的人道主义准入，防止出现更大规模人道主义危机。支持联合国在对冲突地区人道援助方面发挥协调作用。

Résoudre la crise humanitaire. Toutes les initiatives qui contribuent à atténuer les crises humanitaires doivent être encouragées et soutenues. L'action humanitaire doit respecter les principes de neutralité et d'impartialité. Il faut empêcher la politisation de la question humanitaire. (Nous devons) Protéger efficacement la sécurité des civils et établir des couloirs humanitaires pour leur évacuation des zones de conflit. Renforcer l'aide humanitaire dans les zones concernées, améliorer la situation humanitaire et fournir un accès rapide, sûr et sans entrave afin d'éviter l'émergence d'une crise humanitaire de plus grande ampleur. Il faut soutenir les Nations Unies dans son rôle de coordination de l'aide humanitaire dans les zones d'affrontement.

- Le Contexte

Ce point n'apporte rien de nouveau par rapport à la proposition en 6 points, datée du 7 mars 2022, formulée par Wang Yi et consacrée à l'aide humanitaire. Elle préconisait d'appuyer l'action du coordinateur pour l'Ukraine. Le Secrétaire général de l'ONU avait nommé, le 25 février 2022, Amin Awad au poste de Coordonnateur des Nations Unies pour l'Ukraine.

En août, une canadienne, Denise Brown, a été nommée ensuite comme coordinatrice résidente de l'aide humanitaire en Ukraine.

Mais, le 21 février 2023, le représentant en second de la mission chinoise à l'ONU, Dai Bing, prononçait un plaidoyer pour l'engagement de la Chine dans les opérations de maintien de la paix (OMP) : « *La Chine est le principal fournisseur de troupes et le deuxième plus grand contributeur aux opérations de maintien de la paix des Nations unies, et a mis en place une force de réserve de maintien de la paix de 8 000 personnes. La Chine a pris l'initiative de créer le groupe d'amis sur la sécurité des soldats de la paix des Nations unies et a organisé un certain nombre d'événements thématiques sur la sécurité des soldats de la paix, jouant ainsi un rôle positif dans l'amélioration de la sécurité des soldats de la paix. La Chine continuera à défendre fermement le système international avec les Nations unies en son centre, à participer activement aux opérations de maintien de la paix des*

Nations unies et à travailler avec toutes les parties pour apporter une plus grande contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales » (1)

- Le Sous-texte

La Chine convoite depuis de nombreuses années le poste de secrétaire général adjoint à l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix, traditionnellement occupé par un Français. Elle plaide pour « l'amélioration » de la gouvernance et de l'opérabilité des OMP.

Si les récentes interventions chinoises ne mentionnent pas spécifiquement de théâtre d'intervention en Europe, la possibilité d'un accord débouchant sur une mission de « maintien de la paix » ou d'observation d'un cessez-le feu sur le continent - sur le modèle du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan avec la Russie comme arbitre et force d'interposition - sous commandement chinois, constituerait une victoire diplomatique importante pour Beijing.

(1) ([中国代表就改进联合国维和行动阐述中方立场 \(people.com.cn\)](http://people.com.cn)).

Point n°6 Protéger les civils et les prisonniers de guerre

- Le texte

保护平民和战俘。冲突当事方应严格遵守国际人道法，避免袭击平民和民用设施，应保护妇女、儿童等冲突受害者，尊重战俘的基本权利。中方支持俄乌交换战俘，各方应为此创造更多有利条件。

Protéger les civils et les prisonniers de guerre. Les parties au conflit doivent se conformer strictement au droit humanitaire international, éviter les attaques contre les civils et les installations civiles, protéger les femmes, les enfants et les autres victimes du conflit, et respecter les droits fondamentaux des prisonniers de guerre. La Chine soutient les échanges de prisonniers de guerre entre la Russie et l'Ukraine. A cet effet, toutes les parties devraient créer davantage de conditions plus favorables.

- Le Contexte

La protection des populations civiles et des prisonniers de guerre ne figure pas dans la note concept sur la GSI, ni dans le discours de Wang Yi à Munich.

- Le Sous-texte

La question de la protection des populations civiles, comme le nucléaire (Point n°7 suivant), sont des questions sensibles que Beijing aborde prudemment, en veillant à offrir une image de grand pays responsable recherchant en priorité les sujets négociables entre belligérants, par son entremise.

Point n°7 Maintenir la sécurité des centrales nucléaires.

- Le Texte

维护核电站安全。反对武装攻击核电站等和平核设施。呼吁各方遵守核安全公约等国际法，坚决避免出现人为核事故。支持国际原子能机构为促进和平核设施的安全安保发挥建设性作用。

Maintenir la sécurité des centrales nucléaires. S'opposer aux attaques armées contre les installations nucléaires pacifiques telles que les centrales nucléaires. Appeler toutes les parties à respecter le droit international, y compris la Convention sur la sûreté nucléaire, et à éviter les accidents nucléaires d'origine humaine. (Nous devons) soutenir l'Agence internationale de l'énergie atomique à jouer un rôle constructif dans la promotion de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires pacifiques.

- Le Contexte

Le 6 mars dernier, le représentant de la Chine à l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA), l'ambassadeur Li Song, a déclaré que son pays avait décidé d'accorder une aide d'un montant de 200 000 € en guise d'aide « concrète » à la sécurité nucléaire en Ukraine. L'information a été largement relayée dans les médias nationaux et les plateformes comme le Global Times.

Le ministère chinois des Affaires étrangères apporte des compléments d'information, le 8 mars, lors de la conférence de presse ouverte aux rédactions étrangères (1) : « Nous continuerons également à prôner la paix et la négociation, à soutenir une solution politique à la crise en Ukraine, à éliminer les risques de sécurité nucléaire à la source et à promouvoir la sécurité des installations nucléaires ukrainiennes ».

Ici, Pékin entretient la confusion entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire. « Eliminer les risques de sûreté nucléaire à la source » pourrait signifier l'établissement d'une zone dénucléarisée – quel zonage ? - sur le modèle de la position chinoise sur la dénucléarisation de la Péninsule coréenne – assortie de mécanismes de sécurité - et plus largement sur de mêmes exigences en zone Asie-Pacifique.

(1) http://my.china-embassy.gov.cn/fyrth/202303/t20230308_11037694.htm

Citée comme cadre de référence à cette action « concrète » pour la sécurité nucléaire en Ukraine, la note concept sur la GSI ne dit pas grand-chose sur la question du nucléaire civil. Il faut toutefois, selon le document : « (...) *Soutenir activement la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans les pays des régions concernées. Promouvoir la coopération internationale en matière de sécurité nucléaire et mettre en place un système international de sécurité nucléaire qui soit équitable, coopératif et gagnant-gagnant* ». C'est-à-dire un nouveau système avec de nouveaux accords.

Dans son discours de Munich, Wang Yi positionne la Chine comme preuve vivante de non-emploi de l'arme atomique, mais relie cet état de fait à une considération plus générale, en forme de promesse pour l'avenir : « *Elle est le seul pays parmi les cinq puissances nucléaires à s'être engagé à ne pas recourir en premier à l'arme nucléaire. Le bilan de la Chine en matière de paix a résisté à l'épreuve de l'histoire, et son essor pacifique a créé un miracle humain* ».

- Le Sous-texte

Pour Pékin, traiter le problème de la sécurité des centrales nucléaires en Ukraine « à la source » ne remet pas en cause de l'occupation de l'armée russe dans lesdites centrales.

« Eliminer à la source » renvoie à une autre expression propre à la rhétorique du parti communiste et de la diplomatie chinoise : « traiter les causes autant que les symptômes » (标本兼治), qui renvoie à la perception commune russe et chinoise d'une avancée vers l'est de l'OTAN.

Pour repousser au plus loin cette prétendue menace, l'option stratégique consisterait, de façon symétrique opposée, à pousser le plus à l'ouest du continent européen une « menace » de même nature, c'est-à-dire d'ordre militaire, y compris nucléaire pour faire pièce notamment au renforcement de l'accord tripartite AUKUS, entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie en zone Asie-Pacifique.

Point n°8 Réduire les risques stratégiques.

- Le Texte

减少战略风险。核武器用不得，核战争打不得。应反对使用或威胁使用核武器。防止核扩散，避免出现核危机。反对任何国家在任何情况下研发、使用生化武器。

Réduire les risques stratégiques. Les armes nucléaires ne s’emploient pas, on ne (se) fait pas la guerre nucléaire (1). Il faut s'opposer à l'utilisation comme à la menace de l'utilisation d'armes nucléaires. (Il faut) Prévenir la prolifération nucléaire et éviter une crise nucléaire. S'opposer au développement et à l'utilisation d'armes biologiques et chimiques par tout pays, en toute circonstance.

- Le Contexte

(1)L’expression « les armes nucléaires ne s’emploient pas, on ne (se) fait pas la guerre nucléaire (核武器用不得，核战争打不得) est équivoque en chinois : elle signifie à la fois ne pas pouvoir et ne pas devoir.

Elle a été utilisée opportunément par Xi Jinping, le 5 novembre 2022, lors de son entretien avec le Chancelier Olaf Scholz, en visite à Pékin, selon le communiqué de presse officiel chinois :。 M. Xi a souligné que la Chine soutient les parties allemande et européenne dans le rôle important qu'elles jouent dans promotion des pourparlers de paix, ainsi que dans la promotion de la construction d'un cadre de sécurité européen équilibré, efficace et durable. Dans la situation actuelle, la communauté internationale devrait soutenir conjointement tous les efforts consacrés à la résolution pacifique de la crise ukrainienne, appeler toutes les parties concernées à faire preuve de rationalité et de retenue, à établir des contacts directs dès que possible et à créer les conditions nécessaires à la reprise des négociations ; s'opposer conjointement à l'utilisation ou à la menace d'utilisation d'armes nucléaires, défendre l'idée que les armes nucléaires ne doivent (peuvent) pas être utilisées et qu'une guerre nucléaire ne doit (peut) pas être menée, et prévenir l'émergence d'une crise nucléaire en Asie et en Europe ; travailler ensemble pour assurer la stabilité de la chaîne d'approvisionnement de la chaîne industrielle mondiale et prévenir l'apparition d'une guerre nucléaire (1).

(1)http://munich.china-consulate.gov.cn/sbwl/202211/t20221104_10800441.htm

- Le Sous-texte

La mention de non-emploi d'armes biologiques et chimiques fait écho aux accusations, professées dès le mois de mars 2022 par Moscou, affirmant avoir obtenu plus de 20 000 documents sur un prétendu programme secret américain d'armes biologiques en Ukraine. Le jour suivant, la presse officielle chinoise relayait l'information (1) et entretient la rumeur depuis.

Au mois de novembre 2022, le représentant de la Chine à l'ONU, l'ambassadeur Geng Shuang, a appuyé la position de la Russie demandant l'ouverture d'une enquête par le Conseil de sécurité au titre de l'article 6 de la Convention sur les armes biologiques (CABT).

Le Conseil de sécurité n'a pas adopté la résolution présentée par la Russie. Le projet de résolution n'a reçu le soutien que d'un seul autre membre du Conseil - la Chine -, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni ayant voté contre, les dix autres membres du Conseil s'étant abstenus de voter.

La Russie et la Chine exploitent le retrait des États-Unis des négociations de la 24^e session du Groupe spécial du processus de révision de la CABT en juillet 2001, visant à mettre en place un régime de vérification.

Au mois d'avril 2022, le représentant pour la Chine à l'ONU en charge du désarmement, l'ambassadeur Li Song, avait déjà pointé du doigt cette défaillance américaine : « *Les États-Unis sont le pays qui mène le plus grand nombre d'activités bio militaires dans le monde et le seul pays qui s'oppose à la mise en place d'un mécanisme de vérification de la convention, et il est parfaitement légitime que la communauté internationale ait des doutes. Il ne s'agit pas que d'un laboratoire biologique américain dans un pays, l'Ukraine, ni d'une nouvelle question* » (2).

La sécurité et contre prolifération biologique et chimique font partie des 20 domaines ouverts à la coopération internationale listés dans la note concept de la GSI : « *Renforcer la gestion des risques liés à la biosécurité. Travailler ensemble pour promouvoir une recherche responsable dans le domaine des biosciences et encourager les parties prenantes à adopter la « Tianjin Biosecurity Guidelines for Codes of Conduct for Scientists* » (2021) (...). (Point N°14).

(1) http://cn.chinadiplomacy.org.cn/2022-03/22/content_78121500.shtml

(2) http://geneva.china-mission.gov.cn/zgyqtgjzz/202204/t20220405_10664680.htm

Point n°9 Garantir l'export des denrées alimentaires

- Le Texte

保障粮食外运。各方应均衡全面有效执行俄罗斯、土耳其、乌克兰和联合国签署的黑海粮食运输协议，支持联合国为此发挥重要作用。中方提出的国际粮食安全合作倡议为解决全球粮食危机提供了可行方案。

Garantir l'export des denrées alimentaires. Toutes les parties devraient pleinement mettre en œuvre et de manière équilibrée « l'accord sur le transport des denrées alimentaires de la mer Noire » **(1)** signé par la Russie, la Turquie, l'Ukraine et les Nations Unies. Soutenir (ces dernières) dans ce rôle. « L'initiative de coopération internationale en matière de sécurité alimentaire » **(2)** proposée par la Chine offre une solution actionnable pour résoudre la crise alimentaire mondiale.

- Le Contexte

(1) Initiative quadripartite signée le 22 juillet 2022 ; la Chine parle d'un « accord » et non d'une « initiative », qui est pourtant sa dénomination officielle. Cf. point suivant.

(2) Mise en avant par Wang Yi, le 8 juillet 2022 à Bali, lors du G20 des ministres des Affaires étrangères. De portée plus globale, cette initiative met l'accent sur des questions non reliées à la situation d'urgence alimentaire, insiste sur la mise en place de partenariats à l'échelle mondiale, ainsi que sur la levée des restrictions des échanges en matière de hautes technologies (Point n°6). Par ailleurs, Beijing intègre dans sa proposition de faciliter l'accès aux marchés internationaux de la Biélorussie, ce qu'exclut le texte de l'Initiative (« Black Sea Grain Initiative »), qui limite son intervention à l'Ukraine et à la Russie.

Le 18ème alinéa de la note concept sur la sécurité globale (GSI) du 21 février invite à « *Maintenir la sécurité alimentaire et énergétique mondiale. ; renforcer la coordination des actions visant à maintenir le bon fonctionnement du commerce agricole international, préserver la fluidité de la production alimentaire et des chaînes d'approvisionnement, et éviter la politisation et la militarisation des questions de sécurité alimentaire. Renforcer la coordination des politiques énergétiques internationales, créer un environnement sûr et stable pour assurer le transport de l'énergie et maintenir conjointement la stabilité des marchés mondiaux de l'énergie et des prix de l'énergie* ».

- Le Sous-texte

Beijing déploie un activisme sur la question de la gouvernance de la question alimentaire mondiale, forte de son influence dans les instances onusiennes. La Food and Agriculture Organization (FAO) est dirigée depuis 2019 par un ancien vice-ministre chinois de l'Agriculture, Qu Dongyu.

Ce point éclaire un double enjeu pour Beijing : un objectif de leadership et de sécurisation pour ses propres débouchés.

L'« initiative » de Beijing, rendue publique le 8 juillet, soit 15 jours avant que soit lancée la Black Sea Grain Initiative, constitue une offre alternative dont le timing vient concurrencer l'autorité de l'ONU.

La Chine est la deuxième destination en volume des exportations de maïs issues de l'Initiative sur le transport des denrées alimentaires de la mer Noire, après l'Espagne, et loin devant tous les pays en voie de développement.

L'inclusion de la Biélorussie comme pays bénéficiaire des mesures de facilitation de ses exportations de céréales semble avoir échoué. Mais la récente visite de Loukachenko en Chine, du 28 février au 2 mars dernier, a renforcé la relation bilatérale, notamment sur le plan commercial. Le tabloïd Global Times se félicite « *qu'en tant qu'important fournisseur de potasse à la Chine, le rôle de la Biélorussie dans la sauvegarde de notre production et de notre sécurité alimentaire ne peut être négligé* ».

Si l'initiative quadripartite sous l'égide de l'ONU a été renouvelée, le 19 mars, de 60 jours et non 120 comme demandé notamment par l'Ukraine, Moscou se plaint déjà qu'il nuirait, en l'état, à ses exportations d'engrais et de denrées alimentaires. Sa reconduction pourrait être conditionnée à une levée des sanctions qui la vise dans le cadre de futures négociations.

Point n°10 Mettre fin aux sanctions unilatérales

停止单边制裁。单边制裁、极限施压不仅解决不了问题，而且会制造出新的问题。反对任何未经安理会授权的单边制裁。有关国家应停止对他国滥用单边制裁和“长臂管辖”，为乌克兰危机降温发挥作用，也为发展中国家发展经济和改善民生创造条件

Mettre fin aux sanctions unilatérales. Les sanctions unilatérales et les pressions extrêmes non seulement ne résoudront pas les problèmes, mais en créeront de nouveaux. Nous nous opposons à toutes les sanctions unilatérales qui ne sont pas autorisées par le Conseil de sécurité. Les pays concernés devraient cesser d'abuser des sanctions unilatérales et de leur « long bras juridictionnel » contre d'autres pays, afin de jouer un rôle pour l'apaisement de la crise en Ukraine, de créer des conditions favorables aux économies des pays en développement et d'améliorer les conditions de vie de leurs populations.

- Le Contexte

Les mentions par Beijing de sanctions dites « secondaires » qui visent des entités ou personnes physiques étrangères, et le « le long bras juridictionnel » (comprendre « extraterritorial ») visent en premier lieu les Etats-Unis, mais aussi l'UE. Elles sont habituellement accompagnées de critiques sur la « mentalité de guerre froide », qui concourent à « jeter de l'huile sur le feu ».

- Le Sous-texte

Ce narratif est censé saper la légitimité et l'autorité de pratiques jugées obsolètes et injustes par Beijing, surtout vis-à-vis des pays qui n'ont pas pris officiellement parti au conflit russo-ukrainien et qui se sont exprimés contre les effets négatifs de certaines sanctions sur leur économie. Ces derniers sont l'audience visée dans ce paragraphe.

A ce titre, on peut s'avancer à dire qu'il constitue un soutien diplomatique à Moscou dans la perspective de négociations de cessation des hostilités (Cf. le point précédent) pour :

- une levée des sanctions qui la frappe d'une part, et
- n'autoriser toute sanction que dans le cadre d'un vote du conseil de sécurité... dont fait partie la Russie et qui n'a aucune chance d'être adoptée.

La formulation même de la « crise Ukrainienne » est par ailleurs révélatrice de la vision que Beijing nourrit en tant que conciliatrice (斡旋), au bénéfice de ses



intérêts propres et fondée sur un ordre international plus juste (公正): la « crise » en Ukraine est un « point chaud » (热点问题) qu'il faut savoir « refroidir » (littéralement dans le texte chinois : « faire baisser en température », « 降温 »), à l'instar d'un traitement homéopathique qui traite les causes du mal (l'histoire) et non seulement ses symptômes (la crise ouverte).

Point n°11 Assurer la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement

确保产业链供应链稳定。各方应切实维护现有世界经济体系，反对把世界经济政治化、工具化、武器化。共同减缓危机外溢影响，防止国际能源、金融、粮贸、运输等合作受到干扰，损害全球经济复苏。

Assurer la stabilité des chaînes industrielle et d'approvisionnement. Toutes les parties doivent maintenir en l'état le système économique mondial et s'opposer à sa politisation, à son instrumentalisation et à sa militarisation. (Nous devons) Atténuer conjointement les retombées de la crise et prévenir les perturbations de la coopération internationale dans les domaines de l'énergie, de la finance, du commerce alimentaire et des transports, lesquelles pourraient compromettre la reprise économique mondiale.

- Le Contexte

Assurer la continuité et la solidité des chaînes d'approvisionnement – et des débouchés – pour l'industrie chinoise est une priorité stratégique majeure affirmée dès 2020 par le pouvoir exécutif chinois dans le cadre du 14^{ème} plan quinquennal. Avec la manne que représentent les investissements et les intrants étrangers sur son vaste marché intérieur, il n'y a pas d'aspects plus vitaux pour maintenir à flot l'économie chinoise dans cette période d'instabilité mondiale.

- Le Sous-texte

Par « système économique mondial », la Chine entend un ordre des échanges le plus proche possible de celui qui s'est maintenu depuis les accords de l'OMC, dont elle a su tirer parti et bénéficié comme Etat membre depuis 2001. Cet ordre menace de disparaître et d'emporter avec lui certains acquis du libre-échange, ainsi que les dérogations associées au statut controversé de la Chine en tant que pays en voie de développement (PVD).

Les accusations répétées de « politisation » de l'économie mondiale sont symptomatiques des efforts que déploie Beijing en direction des démocraties libérales à économie de marché qui consiste à leur dire en substance : vous devez continuer à considérer l'économie comme un domaine autonome, distincte du champ politique où doit continuer de prévaloir un terrain de jeu pour tous (*level playing field*), que nous ne respectons pas mais que vous devez respecter car vous en êtes les créateurs et propriétaires du risque.

Ici, Beijing dénonce indirectement l'Ukraine de n'avoir pas capitulé – ou Moscou d'avoir raté son « opération spéciale » commando initiale, le résultat est le même - avant que n'apparaissent les conséquences économiques pour elle-même et le reste du monde occasionnées, selon cette logique, par la résistance ukrainienne et l'intervention des pays alliés.

Prêtant à cette « crise » des externalités positives ou négatives en fonction de ses intérêts, Pékin se soucie davantage de ses symptômes et non de ses causes. Il ne faut y voir cependant aucune contradiction avec les éléments de langage répétés de son ministère des affaires étrangères sur les « origines bien connues et anciennes » du conflit russo-ukrainien, qu'il faudrait traiter « à la racine ».

On voit distinctement se dégager la clientèle à protéger dans cette dialectique : le pouvoir à Moscou et tous les pays sensibles à la promesse de croissance, étayée depuis peu avec force par Beijing autour du récit du miracle de la « modernité à la chinoise ».

Point n°12 Promouvoir la reconstruction d'après-guerre

推动战后重建。 国际社会应采取措施支持冲突地区战后重建。中方愿为此提供协助并发挥建设性作用。

Promouvoir la reconstruction d'après-guerre. La société internationale devrait prendre des mesures pour soutenir la reconstruction d'après-guerre dans les zones d'affrontement. La Chine est disposée à fournir une assistance et à jouer un rôle constructif à cette fin.

- Le Contexte

Beijing se positionne déjà en partie prenante du plan de reconstruction de l'après-guerre qui comportera plusieurs volets : le refinancement de l'économie de l'Ukraine, mais aussi une refonte de l'architecture de sécurité européenne (Point n°2).

- Le Sous-texte

Beijing ne s'exprime en son nom - la « partie chinoise » - que dans 4 des 12 « propositions », pour lesquelles elle affiche une volonté de jouer un rôle spécifique dans les domaines concernés :

- Point n°4 : dans des pourparlers de paix
- Point N°6 : pour l'échange de prisonniers Russes et Ukrainiens
- Point n°9 : pour pousser plus avant son « initiative de coopération internationale en matière de sécurité alimentaire », concomitamment avec celle mise en place par l'ONU pour l'Ukraine
- Point N°12 : pour jouer un rôle « constructif » dans le processus de reconstruction.

Pour les points 4 et 12, Beijing souhaiterait jouer un « rôle constructif », venant souligner ses priorités d'action.

L'expression en chinois est à comprendre ici dans son sens littéral et non figuré : il faut comprendre que son rôle pourrait être « édificateur », et non simplement « positif », selon l'acceptation commune du terme.
